

mière phrase (p. 3462, 3463); *Amendement de M. Biondi tendant à supprimer les mots « jusqu'à l'intervention dudit décret »* (p. 3463); Art. 9 : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le projet voté en première lecture relatif à l'indemnité au concessionnaire* (p. 3464, 3465). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents du camp de Noë et les mesures prises par le Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4914). — Demande à interpellier sur la violation flagrante de la loi que constitue la parution à Toulouse du journal *La Dépêche du Midi* et sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement tolère cette violation [29 novembre 1947] (p. 5428). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferi tendant à prévoir certaines dispositions transitoires en matière de loyers : Art. 2 : *Son amendement relatif aux offices d'habitations à bon marché* [18 décembre 1947] (p. 5873); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de l'avion prototype *Armagnac* [14 juillet 1950] (p. 5345). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut général des agents communaux ; Art. 80 : *Son amendement tendant à avancer la limite d'âge requise pour la retraite* [16 avril 1951] (p. 3343).

**BALLANGER (M. Robert)**, *Député de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé secrétaire de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1949] (p. 782). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 30 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi modifiant et complétant l'article 49 de la loi de finances du 30 juillet 1913, relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, n° 415. — Le 14 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de

l'intérieur, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant et complétant l'article 49 de la loi de finances du 30 juillet 1913 relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, n° 944. — Le 16 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux ; II. la proposition de résolution de M. Gilbert Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux n° 2036 (nouvelle rédaction). — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes de l'incendie de Rueil-Malmaison, n° 2546. — Le 5 septembre 1947, une proposition de loi tendant à augmenter les sommes mises à la disposition des vieillards hospitalisés dans les asiles pour leur argent de poche, n° 2564. — Le 7 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 2 mars 1948 concernant les indemnités de résidence, n° 4891. — Le 16 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 2 mars 1948 concernant les indemnités de résidence, n° 4979. — Le 18 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 6 septembre 1948 et la circulaire d'application du 6 septembre 1948, relative à la prime exceptionnelle de 2.500 francs, n° 5498. — Le 17 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aider le groupement de défense contre les parasites des cultures, n° 5609. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'acte dit « loi de Vichy » du 14 février 1941 qui fut ajouté à l'article 12 de la loi du 15 mars 1928 portant aménagement des lotissements défectueux, n° 5892. — Le 23 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter l'article 105 de la Constitution de la

République française, n° 6849. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 25 millions destiné à venir en aide au personnel lock-outé de l'entreprise Ford, à Poissy, n° 7499. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Auguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le tarif de la taxe sur les spectacles, applicable aux music-halls et spectacles de variétés, n° 9322. — Le 21 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder tous les ans un voyage gratuit aux travailleurs de l'Etat déplacés pour les besoins du service, n° 9564. — Le 23 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux ; II. la proposition de résolution de M. Gilbert Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 9602. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence toutes les personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950, n° 10081. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi tendant à appliquer les dispositions de la loi du 3 avril 1950 aux agents du cadre complémentaire de bureau ou de service, aux employés de bureau recrutés sur contrat, aux auxiliaires de bureau ou de service et au personnel assimilé des préfectures et des sous-préfectures, rétribués sur les budgets départementaux, en vue de permettre la titularisation de ces personnels dans le cadre départemental, n° 10572. — Le 27 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux agents des collectivités locales le bénéfice des dispositions de l'article 8 du décret du 20 octobre 1947 concernant le capital décès (sécurité sociale des fonctionnaires), n° 10783. — Le 10 novembre 1950, une proposition de loi tendant à la construction de classes primaires, élémentaires et maternelles dans le département de Seine-et-Oise, n° 11244. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, une proposition de loi tendant à proroger d'une

année les délais pendant lesquels les créden-tiers pourront introduire une demande de révi-sion de rentes viagères en vertu de la loi du 2 août 1949, n° 11490. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses col-lègues (n° 10572) tendant à appliquer les dis-positions de la loi du 3 avril 1950 aux agents du cadre complémentaire de bureau ou de ser-vice, aux employés de bureau recrutés sur con-trat, aux auxiliaires de bureau ou de service et au personnel assimilé des préfectures et des sous-préfectures, rétribués sur les budgets dé-parlementaux, en vue de permettre la titulari-sation de ces personnels dans le cadre départe-mental, n° 11532. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 29 décembre 1936 fixant la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance des départe-ments et des communes, n° 12418. — Le 20 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des commis et commis prin-cipaux des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des secrétaires administratifs et à sus-pendre tout recrutement extérieur dans ce der-nier cadre, n° 12561. — Le 17 avril 1951, une proposition de loi tendant à permettre la vali-dation pour la retraite de certains services rémunérés sur les crédits non budgétaires, n° 12865.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, en qualité de *Rapporteur* [7 février 1947] (p. 226, 242, 243). — Pose une question à M. le Ministre des Finances concernant les retenues opérées sur les retraites des vieux hospitalisés dans les asiles [4 juillet 1947] (p. 2744). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes de l'incendie de Rueil-Malmaison : *Discussion générale* [2 septembre 1947] (p. 4832); — sur le projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ; Art. 33 : *Son amendement relatif au rôle du conseil d'ad-ministration de la Régie dans la répartition de la prime de gestion au personnel* [16 décembre

bre 1947] (p. 5765). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question relative à la délimitation des zones de salaires et de pensions en Seine-et-Oise [23 avril 1948] (p. 2245); — à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au classement des communes de Seine-et-Oise pour le ravitaillement [4 juin 1948] (p. 3230). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : *Urgence du débat sur la S.N.E.C.M.A.* [9 juin 1948] (p. 3350); — de la proposition de loi de M. Pleven tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des marchés : *sur l'urgence* [9 juin 1948] (p. 3350, 3351); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 600 millions pour la S.N.E.C.M.A.* [9 juin 1948] (p. 3351, 3352); — de la proposition de loi de M. Pleven tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des marchés : *sur l'urgence* [9 juin 1948] (p. 3350, 3351); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 600 millions pour la S.N.E.C.M.A.* [9 juin 1948] (p. 3351, 3352). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Délai apporté par le Conseil de la République au vote de l'ouverture de crédits à la S.N.E.C.M.A.*) [11 juin 1948] (p. 3478, 3479). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Pose la question préalable* [22 juin 1948] (p. 3797 et suiv.); *la retire* (p. 3798); Art. 2 : *Amendement de M. Métayer relatif aux activités annexes de la S.N.E.C.M.A.* [25 juin 1948] (p. 3990, 3992); Art. 4 : *Son amendement tendant à diminuer les pouvoirs de l'administrateur spécial* (p. 4001); *Son amendement relatif au rôle du conseil d'administration et à sa composition* (p. 4001, 4003); *Son amendement tendant à soumettre les décisions de l'administrateur spécial au conseil d'administration* (p. 4003); *Son amendement tendant à remplacer le comité consultatif par le conseil d'administration* (p. 4003); *Amendement de M. Métayer tendant à soumettre au Gouvernement les décisions importantes* (p. 4003, 4004); *Son sous-amendement tendant à soumettre ces décisions au Parlement* (p. 4004); Art. 5 : *Son amendement tendant à réorganiser le service des marchés de l'Air pour régler les arriérés dû à la S.N.E.C.M.A.* (p. 4005, 4006). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Procédure de la discussion d'urgence*) [20 septembre 1948] (p. 6732). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel de la police; Art. 4 : *Son*

*amendement tendant à n'attribuer aucune indemnité exceptionnelle aux policiers en mission contre des grévistes* [21 septembre 1948] (p. 6782, 6783). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances dans lesquelles fut blessé un habitant d'Argenteuil par M. Revoil, commissaire de police [21 décembre 1948] (p. 7832). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider le personnel lockouté de l'ord à Poissy : *Discussion générale* [23 juin 1949] (p. 3664, 3665); -- du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 3 : *Transformation des créances de l'Etat en apport de capital* [28 juin 1949] (p. 3889, 3890, 3891). Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au licenciement du personnel* (p. 3897, 3898); *Son amendement tendant à effectuer ces licenciements conformément au règlement en vigueur* (p. 3899). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des usines de la S.N.E.C.M.A. à Argenteuil [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux droits de police des préfets* [4 novembre 1949] (p. 5985, 5986); Art. 3 : *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant des retraites des agents de police municipaux* (p. 5988); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux emplois classés dans les catégories C et D* [10 novembre 1949] (p. 6064); *le retire* (p. 6065); *Amendement de M. Barangé tendant à interdire un excédent de dépenses par rapport au crédit accordé l'année précédente* (p. 6065, 6066); Art. 2 : *Son amendement relatif aux aides temporaires* (p. 6068); *le retire* (ibid); *Son amendement tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 21 mai 1945 relative aux auxiliaires* (p. 6070); Art. 3 : *Son amendement relatif à l'intégration des auxiliaires avec un échelon de traitement égal ou supérieur à celui précédemment occupé* (p. 6070, 6071). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Difficultés pour l'Assemblée nationale de siéger un jour de grève générale*) [24 novembre 1949] (p. 6261). -- Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de l'usine S.N.E.C.M.A. à Argenteuil [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6531). — Pose : à M. le

Ministre de l'Intérieur une question relative à la présomption de tentative d'assassinat par un commissaire de police [20 janvier 1950] (p. 418); — à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à l'expulsion de 60 Nord-Africains de leur logement au Raincy [20 janvier 1950] (p. 418). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi créant la Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1950] (p. 1554, 1555); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* (p. 1557); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Berger tendant à prévoir l'aménagement des lotissements créés entre le 19 juillet 1924 et le décret-loi du 8 août 1935* [2 mars 1950] (p. 1620); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Truffaut* (p. 1621, 1622). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation sur la S.N.E.C.M.A.*) [14 mars 1950] (p. 1999, 2000). — Prend part à la discussion des interpellations sur la fermeture des usines de la S.N.E.C.M.A. et sur l'attitude du Gouvernement à l'égard des travailleurs [28 mars 1950] (p. 2463, 2464); *Son rappel au règlement (Discussion des interpellations déposées par le parti communiste)* (p. 2465). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des usines de la S.N.E.C.M.A. et notamment celle d'Argenteuil [25 avril 1950] (p. 2806); *la développe* [2 mai 1950] (p. 3113, 3114); *Ses explications de vote sur les divers ordres du jour* (p. 3156). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 4190 : *Personnel auxiliaire des préfectures* [31 mai 1950] (p. 4070); Chap. 507 : *Son amendement tendant à rétablir pour mémoire le chapitre prévoyant une contribution exceptionnelle au fonds commun de la taxe locale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4095); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR, Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire le taux de la taxe sur les affiches dans les lieux couverts ou dans des voitures servant au transport du public* (p. 6755); *Son amendement tendant à réduire le taux pour toute la durée de l'affichage* (p. 6755). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out de 280 travailleurs de l'usine M.A.P. d'Argenteuil [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4100). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fixation d'un pro-

gramme aérien : *Son contre-projet tendant à ouvrir un crédit de 113 milliards pour rouvrir les usines françaises fermées et à interdire les importations de matériel étranger* [28 juillet 1950] (p. 6180, 6181, 6182). — Dépose une demande d'interpellation sur l'installation d'une usine de tracteurs agricoles de la compagnie Mac Kormick [4 novembre 1950] (p. 7469). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative aux bourses nationales des cours complémentaires de Seine-et-Oise [15 décembre 1950] (p. 9156). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 : *Amendement de M. L'Huillier tendant à prévoir des subventions du Gouvernement au Fonds national de péréquation* [5 janvier 1951] (p. 227); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils; INTÉRIEUR, Chap. 9020 : *Travaux d'équipement collectifs* [11 avril 1951] (p. 3099, 3100); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 901 : *Equipement des routes nationales* (p. 3116); Chap. 9059 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement national et l'assainissement (Egouts et îlots insalubres)* (p. 3118, 3119); Chap. 8011 : *Réparation des chemins départementaux et communaux* (p. 3124); — du projet de loi portant statut des agents communaux; Art. 45 : *Son amendement tendant à accorder des congés exceptionnels aux agents des cours de formation professionnelle* [16 avril 1951] (p. 3338); Art. 50 : *Amendement de M. Berger tendant à inclure la poliomyélite et la maladie de Parkinson* (p. 3339); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR : amendé par le Conseil de la République, Chap. 1180 : *Personnel auxiliaire des préfectures* [25 avril 1951] (p. 3950); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4080 : *Protection infantile* [4 mai 1951] (p. 4570); Chap. 4120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Radiation de vieillards de la liste bénéficiaire de l'assistance médicale gratuite)* (p. 4576, 4577, 4578); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux, en qualité de *Rapporteur* [11 mai 1951] (p. 5026, 5027, 5028, 5029, 5031); Art. 1<sup>er</sup> : *Application de l'article premier de la loi du 27 mars 1951 au texte prévoyant des sub-*

ventions de l'Etat (p. 5031); Art. 2 : *Proportion des subventions et des dépenses totales* (p. 5032); Article additionnel : *Amendement de M. Fiévez relatif à l'extension des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité* (p. 5032) : Art. 3 : *Amendement de M. Palewski tendant à prévoir des crédits pour les subventions prévues dans le budget de l'exercice 1952* (p. 5039); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Application de la loi des maxima)* [12 mai 1951] (p. 5141).

**BARANGÉ (M. Charles), Député du Maine-et-Loire.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est élu rapporteur général de cette Commission [*J. O.* du 22 décembre 1946] (p. 10824), [*J. O.* du 27 janvier 1948] (p. 848), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 765), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**).

**Dépôts :**

Le 17 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947, **n° 150**. — Le 22 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : reconstruction, équipement, dommages de guerre (services civils), **n° 191**. — Le 22 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation d'en-

gagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires), **n° 192**. — Le 22 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947, **n° 193**. — Le 28 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, **n° 363**. — Le 30 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 406**. — Le 21 février 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi approuvant une convention entre l'Etat et la Banque de France et l'augmentation du montant de la quote-part française dans les organismes de Bretton-Woods, **n° 693**. — Le 25 février 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur : l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République; le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 724**. — Le 28 février 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, **n° 789**. — Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 825**. — Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, **n° 826**. — Le 6 mars 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Bouvier-O'Cottureau et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser les pensions et retraites des mutilés, anciens combattants, veuves, ascendants et orphelins de la guerre; 2° de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter le taux de la retraite du combattant; 3° de M. Touchard et plusieurs